

Le Monde

Une crise du compromis ?

« *Tous, nous sentons dans l'atmosphère d'énormes changements et des transformations économiques, d'antiques lois perdent leur sens, les valeurs les plus stables n'ont plus de poids, un processus cosmogonique est à l'œuvre dans notre monde économique et moral sans qu'il nous soit possible d'en comprendre pleinement les causes et les retombées ; nous nous bornons à percevoir que quelque chose se modifie, la plupart d'entre nous avec inquiétude, une minorité avec exaltation* », écrivait Stefan Zweig en 1932 lors d'un séjour à Paris. Voilà un constat qui semble plus que jamais d'actualité au regard de la polémique actuelle qui se développe sur le thème du « déclin français ».

Aujourd'hui, le constat peut être : depuis près de trente ans, la dynamique vertueuse d'entraînement mutuel du progrès économique et du progrès social des « Trente Glorieuses » semble frappée par un phénomène d'entropie, tandis que la globalisation du capital délite les cadres référentiels nationaux.

La transformation de la dynamique d'accumulation du capital, à partir du début des années 1980, s'est opérée au prix d'une profonde déstabilisation de la société salariale et de l'Etat-Providence : c'est l'efficiencia du compromis social-économique au sein de l'Etat-Nation qui est aujourd'hui en crise.

Parler de « compromis » peut, à bien égards, sembler suspect. Toute une « mystique » intellectuelle empreinte de radicalité, depuis le début du XXème siècle, s'est efforcée de discréditer l'idée de compromis, assimilée au « consensus mou » de la social-démocratie, voire à la compromission avec le « capital ».

Pourtant, toute société ne suppose-t-elle pas un certain « niveau de production » de compromis afin de tendre vers un bien commun sous peine de rompre le « sens de la communauté humaine », comme disent les auteurs chrétiens ?

L'architecture institutionnelle de l'Etat-Providence peine aujourd'hui à s'accommoder d'une configuration économique et financière, plus globale, plus concurrentielle, plus brutale. Comment peut-on espérer pacifier nos sociétés et pérenniser sereinement l'idéal démocratique lorsque, par exemple, le patrimoine des 2,7 millions d'américains les plus fortunés est équivalent à celui de 100 millions de leurs concitoyens, quand les inégalités de condition se creuse de part et d'autre de l'Atlantique, lorsque le ressentiment prospère ?

La résurgence actuelle du populisme en Europe nous montre à quel point la déliquescence du compromis social-économique, naguère construit et organisé par l'Etat, constitue une menace sérieuse pour l'idéal démocratique.

Il devient urgent de rénover la technologie institutionnelle du compromis afin d'apaiser les conflits d'intérêts qui surgissent. Nos élites politiques devront faire preuve, au-delà du pragmatisme « bon père de famille » soigneusement affiché, de réelles capacités d'innovation institutionnelle et d'un véritable dessein politique mobilisateur : en sont-elles encore capables ?